**Les parents s'interrogent sur la rentrée prévue à partir du 11 mai**

Notre réunion hebdomadaire s’est tenue le lendemain de l’annonce du président de la République sur un dé-confinement prévu au 11 mai 2020. 11 mai, une date que différents ministres ont précisée comme étant un objectif, avec des aménagements et des adaptations possibles. Le 11 mai est avancé comme date de réouverture des écoles, collèges et lycées et nous n’oublions pas les crèches, comme les centres de loisirs. C’est donc enfants, jeunes comme parents, enseignants, personnels éducatifs et administratifs qui devraient reprendre le chemin de la vie collective. Soit près de la moitié du pays qui est concernée.

**Une annonce et beaucoup de questions et d’alertes**

Cela ne s’est pas fait attendre, nous nous sommes retrouvés submergés d’appels et courriels de parents inquiets. De nombreux parents ont partagé leur position : ils ne mettront pas leurs enfants à l’école s’ils estiment que les conditions du retour des enfants ne sont pas satisfaisantes en termes de sécurité sanitaire. Comment s’organisera cette reprise de façon progressive ou unilatéralement : par niveau ? par territoire ? par région ? par profil d’élève ? avec des protections ? des dépistages ? par petits groupes ? et de quelle taille ?...

Le retour à l’école, c’est aussi les transports, la restauration, les temps formels (en classe) ou informels (récréations, couloirs…), les modes de garde après l’école pour les plus jeunes et la vie sociale. Car la vie sociale des enfants et des jeunes est bien aussi au centre des préoccupations. Les enfants ont été une des premières populations confinées car c’est la population la moins susceptible de mettre en œuvre les gestes barrières et dans la persévérance. Or, l’application des gestes barrières et la distanciation seront essentielles, la pandémie sera toujours présente. Une reprise questionne pour les régions à forte propagation épidémique et dans les établissements à forte densité scolaire.

Face aux multiples scénarii qui seront présentés, notre fédération sera proactive dans les discussions et dans la négociation pour que la santé, la sécurité et le bien-être des élèves soient au cœur des stratégies, comme un retour aux apprentissages apaisé. Nous avons posé déjà ensemble différents principes et émis des alertes.

-La continuité pédagogique a mis en lumière la coéducation. L’école ne peut pas faire sans les parents et il s’agit bien qu’ils soient consultés et forces de propositions dans chaque établissement pour construire ce retour. Nous avons vu que certains parmi nous ont pu mettre la crise sanitaire à l’ordre du jour des instances académiques ou de l’établissement, d’autres ont eu des fins de non-recevoir. Cela doit être possible dans tous les territoires. Une question qui restera entière pour la tenue des conseils de classe de ce troisième trimestre.

-Le retour à l’école c’est avant tout pour les enfants un retour à une vie sociale, après une période difficile voire traumatique pour certains d’entre eux. Le temps de la parole, du partage d’expérience, des retrouvailles sera nécessaire. Les élèves devront être accompagnés, les personnels formés et accompagnés par des professionnels. Les psychologues, médecins, personnels infirmiers, sanitaires et sociaux auront un rôle majeur. Et pour cela, il faudra également des moyens.

-Le retour à l’école sera aussi celui des apprentissages en groupe et non celui de l’évaluation. Il est hors de question de mettre en place des tests d’évaluation en cette reprise. Les pratiques sont hétérogènes dans la continuité pédagogique, notre demande porte sur une reprise bienveillante et coopérative avec les élèves. Car si les apprentissages didactiques n’ont pas pu être au premier plan dans la continuité pédagogique, ils ne sont pas non plus la plus grande urgence à laquelle doivent faire face les élèves. Les enfants apprennent et autrement de cette période. Le troisième trimestre pose la question de l’évaluation, car nous savons toutes et tous que le système se nourrit de notes. Mais ce troisième trimestre n’en sera pas un, avec un scénario possible de « rentrée » échelonnée et dans la situation que vit la société.

-La désinfection des locaux, surfaces, mobiliers et matériels pédagogiques devrait être travaillée avec les établissements et les collectivités. Il semble évident qu’une désinfection hebdomadaire ou même quotidienne serait insuffisante tant que la pandémie est présente. Ce dialogue doit se tenir également au national entre les différentes parties concernées et qui constitue la communauté éducative.

-La question des sanitaires scolaires reste un point central dans le retour à l’école. Or, nous tirons la sonnette d’alarme depuis toujours sur l’état des bâtis comme sur les pratiques éducatives en la matière. Au retour des élèves, de nombreux sanitaires seront toujours aussi délabrés, à l’instar des bâtiments qui les abritent. Il s’agira bien de trouver savon, papier main et toilettes en quantité suffisante. Mais surtout, les enfants auront à pouvoir y aller librement -sur proposition ou non des personnels éducatifs- pour se laver. Premier geste barrière indispensable pour éviter la contagion. Et cela vaudra pour chaque mouchage de nez ou pour chaque geste social qui immanquablement se produira, lors de la récréation, dans un couloir ou en cours, en se passant une gomme, par exemple.

- Le gouvernement a posé la cible prioritaire des enfants et des jeunes décrochés de la continuité pédagogique, en grande difficulté scolaire ou sociale ou avec des impératifs comme les lycéens des classes à examens ou de la voie professionnelle. Pourtant si nous entendons bien le besoin, il ne peut être question de stigmatiser encore plus des jeunes. Tous les jeunes quels qu’ils sont, ont par ailleurs ce besoin d’un retour à une vie sociale et l’école, mais cela ne peut pas se faire au détriment de leur santé comme celle de leurs familles.

- Il s’agira aussi d’aborder ce qui peut être mis en place pour les populations souffrant de pathologies chroniques (enfants, fratrie, parents), plus exposées face à ce virus.

- La question des élèves vivant en internat reste entière ; ces derniers seront-ils ré-ouverts ? si oui dans quelles conditions ?

**Des combats toujours de mise dans la continuité pédagogique et le système éducatif**

Les différents problèmes que nous avons pointés au fil de nos réunions sont toujours présents. Nous avons toujours à accompagner au cas par cas des élèves sans matériel ou connexion informatique, en faisant pression sur les académies comme sur les collectivités territoriales. Même si des directives se font moins pressantes dans certaines académies, la pression des devoirs et parfois des devoirs à date et notés est toujours présente. Les notes données pendant le confinement seront à surveiller de près dans les bulletins scolaires. Toute notre fédération se doit d’être attentive à la future tenue des conseils de classe et aux parents élus de faire valoir leur droit à faire respecter les textes.

La question de l’assiduité reste toujours un problème, surtout que nous voyons de plus en plus émerger des notes d’assiduité dans la période. C’est une pratique inadmissible et qu’il convient de supprimer dans la continuité pédagogique comme dans le possible retour en classe. Nous savons beaucoup d’élèves hors circuit et hors radar de la continuité pédagogique. Un accent particulier doit être mis sur les élèves à besoins éducatifs particuliers (MIE, handicap…) qui sont toujours pour beaucoup dans des situations difficiles et sans aucun accompagnement possible.

L’enjeu des classes à examen est double dans la continuité pédagogique comme dans le retour en cours. Quelles modalités envisagées ? dates ? conditions ? quels aménagements également ? De nombreux élèves de première se retrouvent face à des textes jamais vus en cours et à étudier pour leur futur oral. Ils sont encore sous une pression énorme qui se cumule aux E3C, celles non passées, comme aux notes qui arrivent ou aux zéros mis et toujours non enlevés à ce jour. Des questions de taille sur la passation des PFMP dans la voie et de la proximité inhérente des élèves pour l’apprentissage de certains gestes professionnels. Il est essentiel d’être vigilant sur la constitution et le fonctionnement des commissions d’harmonisation et des jurys d’examen.

Il y a encore beaucoup d’inquiétude pour les élèves suivants des enseignements au CNED et sur certaines particularités que peuvent revêtir des candidatures libres au bac. Le ministère se doit d’être plus explicite pour les familles.

La carte scolaire est à l’ordre du jour de nombreux CDEN qui vont se tenir ou être repoussés. C’est un véritable problème pour nous. Fermeture comme ouverture de classe, DHG, baisse de moyens en RASED, régulation des postes sont les grilles programmées avant la pandémie. Elles n’ont pas été revues et ne tiennent absolument pas compte des besoins à venir :  ceux d’une école qui doit affronter la pandémie, ceux d’une école qui a besoin de moyens et encore plus pour accompagner des élèves dans la réussite et organiser autrement l’année future et le lissage des apprentissages.